



PROTOCOLE A LA CONVENTION POUR LA

CREATION DE LA ZONE DE TOURISME

DURABLE DE LA CARAIBE (ZTDC)

PROTOCOLE A LA CONVENTION POUR LA CREATION DE LA ZONE DE TOURISME DURABLE DE LA CARAIBE (ZTDC)

Les Parties,

Affirmant l'importance du tourisme pour le développement économique et social national des entités politiques de la Région des Caraïbes ;

Convaincues que la durabilité de l'industrie du tourisme nécessite qu'elle soit définie d'une manière intégrée, coordonnée et intégrale ;

Considérant que la Convention pour la création de la Zone de Tourisme durable de la Caraïbe bénéficierait de l'éclaircissement de certains termes et procédures ;

Désireuses d'apporter une plus grande précision aux dispositions de la Convention pour la création de la Zone de Tourisme durable de la Caraïbe ;

CONVIENNENT de ce qui suit :

Article 1

Utilisation de Termes

Dans la Convention pour la création de la Zone de Tourisme durable de la Caraïbe, sauf si le contexte en décide autrement ;

« **Région des Caraïbes** » ou toute indication géographique similaire signifie les zones terrestres et maritimes sur lesquels les Etats membres et Membres associés de l'Association des Etats de la Caraïbe, établi par la Convention de Carthagène (1994) exercent une souveraineté, des droits souverains et une juridiction, le cas échéant, conformément au droit international ;

« **Convention** » signifie la Convention pour la création de la Zone de Tourisme durable de la Caraïbe ;

« **Destination** » signifie une zone géographique spécifiée d'une Partie **contractante** ou l'ensemble du pays ou territoire d'une Partie **contractante**, le cas échéant.

Article 2

Domaine d'Application

Numéroter la disposition existante de l'Article 2 de la Convention en tant que Paragraphe 1 et insérer un nouveau paragraphe 2 comme suit :

« **2. Aux fins de cette convention 'le bassin de la Mer des Caraïbes' signifie « la Région des Caraïbes ».**

Article 3

Obligations des Parties

Numéroter les dispositions existantes de l'Article 3 de l'accord en tant que Paragraphe 1 et insérer un nouveau paragraphe 2 comme suit :

« **2. Rien dans cet Article ne sera interprété comme autorisant le Comité spécial sur le Transport de l'AEC à négocier ou à établir les droits de trafic sur les routes de l'aviation civile internationale au nom d'une des Parties. »**

Article 4

Fonctions du Comité spécial sur le Tourisme durable

(1) Insérer un nouveau paragraphe au début de l'Article 4 de la Convention qui dit :

« Le Comité spécial sur le Tourisme durable établi par Accord 13/96 du Conseil des Ministres, adopté à la Deuxième Réunion ordinaire tenue à la Havane, Cuba, en décembre 1996 (et renommé par **Accord 1/00**, « Comité spécial sur le Tourisme durable »), sera le principal agent chargé du développement et de la mise en œuvre de cette Convention ».

(2) Le littéral E. de l'Article 4 de la Convention est modifié comme suit :

E. Recommander un mécanisme d'aide aux Parties pour l'application et l'exécution des stratégies et d'autres décisions du Conseil des Ministres relatives à la Zone, compte tenu des initiatives régionales » ;

(3) Le dernier paragraphe de l'Article 4 de la Convention est modifié comme suit :

« Pour s'acquitter des fonctions qui lui ont été assignées, le Comité spécial sur le Tourisme durable créera un groupe de techniciens et d'experts des Parties contractantes à la Convention, désignés en fonction d'une distribution géographique et linguistique équitable entre les Parties, dont la formation et les fonctions seront définis dans le document « Normes pour l'Identification, l'Approbation et la Classification des Destinations qui Composent la Zone du Tourisme durable de la Caraïbe ».

Article 5

Amendements

Dans l'Article 12 de la Convention, remplacer le mot « **signataires** » par les mots « **Parties contractantes** ».

Article 6

Rapport entre la Convention et le Protocole

Ce Protocole sera considéré comme indissociable de la Convention. Les dispositions spécifiques de ce Protocole seront considérées comme des modifications à la Convention.

Article 7
Signature

Le présent Protocole sera ouvert à la signature de tout Etat, pays ou territoire référé dans l'article IV de la Convention qui crée l'Association des Etats de la Caraïbe, et qui a signé, ratifié ou adhéré à ladite convention.

Article 8
Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entrera en vigueur lorsqu'il aura été signé par quinze Etats-parties de la Convention.
2. Pour chaque Etat, pays ou territoire qui adhérera à ce Protocole après son entrée en vigueur, le Protocole entrera en vigueur pour ledit Etat, Pays ou Territoire à la date d'entrée en vigueur de la Convention dans cet Etat, pays ou territoire.

Fait dans la ville de Panama, au Panama, ce 12 jour de février 2004.

Pour le Gouvernement
d'Antigua-et-Barbuda

Pour le Gouvernement du
Commonwealth des Bahamas

Pour le Gouvernement de la Barbade

Pour le Gouvernement de Belize

Pour le Gouvernement de
la République de Colombie

Pour le Gouvernement de
la République du Costa Rica

Pour le Gouvernement de
la République de Cuba

Pour le Gouvernement du
Commonwealth de la Dominique

Pour le Gouvernement de
la République Dominicaine

Pour le Gouvernement de la
République du Salvador

Pour le Gouvernement
des Etats Unis du Mexique

Pour le Gouvernement de la Grenade

Pour le Gouvernement de
la République du Guatemala

Pour le Gouvernement de
la République Coopérative du Guyana

Pour le Gouvernement de
la République d'Haïti

Pour le Gouvernement de la
République de l'Honduras

Pour le Gouvernement de la Jamaïque

Pour le Gouvernement de
la République du Nicaragua

Pour le Gouvernement de
la République du Panama

Pour le Gouvernement de
Saint-Kitts et Nevis

Pour le Gouvernement de
Saint Vincent et les Grenadines

Pour le Gouvernement de
Sainte-Lucie

Pour le Gouvernement de
la République du Surinam

Pour le Gouvernement
de la République de Trinité-et-Tobago

Pour le Gouvernement de
la République bolivarienne du Venezuela

Pour le Royaume des Pays-Bas
au nom des Antilles néerlandaises

Pour le Royaume des Pays-Bas
au nom d'Aruba

Pour le Gouvernement de
la République Française
(au titre de la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique)